



Sylvain ROBERT
Maire de Lens
Président de la Communauté
d'Agglomération de Lens-Liévin

**DIRECTION
Services Techniques
Cadre de vie**

Affaire suivie par M. Alain DE SCHEPPER
Agent de Maîtrise Principal Territorial
AD/SLa

ARRETE N° 2022 - 3466

NOMENCLATURE : 8-3

ARRETE PORTANT RESTRICTION TEMPORAIRE DE CIRCULATION ET INTERDICTION TEMPORAIRE DE STATIONNEMENT DES VEHICULES ET DES PIETONS RUE DE LA ROCHEFOUCAULD, RUE LA BRUYERE, RUE MONTESQUIEU, RUE PARMENTIER ET RUE MOLIERE PROLONGÉE A LENS,

Le Maire de la Ville de Lens,
Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2211-1 à L.2213-6,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté municipal n° 2022-2812 du 26 septembre 2022 portant délégation à des Adjointes au Maire,

Vu la charte de l'arbre de la Ville de Lens,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2020 relative à la protection et l'indemnisation suite à dégradation sur le patrimoine arboré,

Vu la demande en date du 16 novembre 2022 reçue aux services techniques de la Ville de Lens le 16 novembre 2022 des entreprises EUROVIA, 4 rue Montaigne 62670 MAZINGARBE, SEPTENTRIONALE, Parc d'activités Bonnel, rue du Galibot 59167 LALLAING, MIROUX, parc d'activités de la Croisette BP 79 62302 LENS, CITEOS ARRAS route de Béthune BP 127, 62054 Saint-Catherine-les-Arras, SOTRAIX, ZAL de l'Épinette, 62160 AIX NOULETTE, IDVERDE, ZA de l'Épinette, route de Béthune 62160 AIX NOULETTE, VEOLIA, 3 rue SAINT-LOUIS à LENS et leurs sous-traitants,

Considérant que des travaux d'aménagement d'espaces publics vont être entrepris par les entreprises EUROVIA, SEPTENTRIONALE, MIROUX, CITEOS, SOTRAIX, ID VERDE, VEOLIA et leurs sous-traitants pour le compte de la CALL (Communauté d'Agglomération de Lens – Liévin) et qu'il convient de prendre des mesures pour en faciliter la réalisation et prévenir les accidents, pendant la période allant du vendredi 30 décembre 2022 au vendredi 1^{er} septembre 2023 inclus.

A R R E T E

Durant la période allant du vendredi 30 décembre 2022 au vendredi 1^{er} septembre 2023 inclus, la circulation des véhicules, des piétons et le stationnement seront interdits ou restreints selon les besoins et l'avancement du chantier rue de La Rochefoucauld, rue la Bruyère, rue Montesquieu, rue Parmentier et rue Molière prolongée.

ARTICLE 1 : La circulation sera restreinte et/ou interdite selon les besoins et l'avancement du chantier.

ARTICLE 2 : Aucune intervention ne sera autorisée les jours de match du Racing Club de Lens. Les entreprises EUROVIA, SEPTENTRIONALE, MIROUX, CITEOS, SOTRAIX, ID VERDE, VEOLIA et leurs sous-traitants veilleront à ce que le chantier soit propre, sécurisé, équipé de clôtures opaques, jointes entre elles et d'une hauteur minimale de 2 mètres. L'entreprise sera responsable de la stabilité du dispositif et devra être capable d'intervenir rapidement si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le stationnement sera réservé aux entreprises EUROVIA, SEPTENTRIONALE, MIROUX, CITEOS, SOTRAIX, ID VERDE, VEOLIA et leurs sous-traitants au droit des travaux, et sur une distance de 100 mètres de part et d'autre du chantier et de part et d'autre de la chaussée, et interdit à tout autre véhicule, suivant l'avancement du chantier.

ARTICLE 4 : En cas de dégradation volontaire ou non survenant sur le patrimoine arboré, le Barème d'Evaluation de la Valeur de l'Arbre approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2020 sera appliqué.

ARTICLE 5 : La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/heure.

ARTICLE 6 : La signalisation réglementaire sera mise en place par les entreprises EUROVIA, SEPTENTRIONALE, MIROUX, CITEOS, SOTRAIX, ID VERDE, VEOLIA et leurs sous-traitants conformément à la 8^{ème} partie du Livre I de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire en milieu urbain, précisée dans l'article 132 de cette instruction.

ARTICLE 7 : En cas de dégradation volontaire ou non survenant sur le patrimoine arboré, le Barème d'Evaluation de la Valeur de l'Arbre approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2020 sera appliqué.

ARTICLE 8 : Durant la nuit, la signalisation réglementaire sera mise en place par les entreprises EUROVIA, SEPTENTRIONALE, MIROUX, CITEOS, SOTRAIX, ID VERDE, VEOLIA et leurs sous-traitants conformément à la 8^{ème} partie du Livre I de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire en milieu urbain, précisée dans l'article 129 de cette instruction.

ARTICLE 9 : Les entreprises EUROVIA, SEPTENTRIONALE, MIROUX, CITEOS, SOTRAIX, ID VERDE, VEOLIA et leurs sous-traitants seront tenus d'assurer le nettoyage des voiries au droit du chantier. Ils seront également tenus de respecter les préconisations sanitaires en vigueur.

ARTICLE 10 : Les entreprises EUROVIA, SEPTENTRIONALE, MIROUX, CITEOS, SOTRAIX, ID VERDE, VEOLIA et leurs sous-traitants seront tenus pour seuls et entiers responsables de tous les accidents et dommages causés aux tiers par la circulation des engins sur la voie publique.

ARTICLE 11 : Dès que le délai accordé pour la réalisation des travaux est dépassé, ou en cas d'insécurité sur la zone en chantier, ou de non-respect des mesures sanitaires la Ville de Lens se réserve le droit de le faire stopper le cas échéant, aux frais des entreprises les entreprises EUROVIA, SEPTENTRIONALE, MIROUX, CITEOS, SOTRAIX, ID VERDE, VEOLIA et leurs sous-traitants sans que ceux-ci n'aient l'assurance d'en être informés, et cela sans recours.

ARTICLE 12 : Les entreprises EUROVIA, SEPTENTRIONALE, MIROUX, CITEOS, SOTRAIX, ID VERDE, VEOLIA et leurs sous-traitants seront tenus d'afficher, de manière visible, au droit des travaux le présent arrêté.

ARTICLE 13 : Les entreprises EUROVIA, SEPTENTRIONALE, MIROUX, CITEOS, SOTRAIX, ID VERDE, VEOLIA et leurs sous-traitants seront tenus de respecter le règlement de voirie municipal approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 1987 et du 19 juin 1987.

ARTICLE 14 : Conformément à l'article L.325-1 du Code de la Route, tout véhicule ne respectant pas les mesures de circulation et de stationnement mentionnées au présent arrêté sera considéré comme gênant et pourra être verbalisé voire mis en fourrière.

ARTICLE 15 : La non application des articles précédents fera l'objet d'une mise en demeure, qui sera suivie d'un arrêt de chantier en cas de carence.

ARTICLE 16 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de LILLE, rue Geoffroy Saint-Hilaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire, dans le même délai de deux mois.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite.

ARTICLE 17 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication sur le site internet de la Ville de Lens : www.villedelens.fr (rubrique actes administratifs), et une copie en sera adressée à Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Lens. En outre, une expédition en sera transmise au Commissaire Central de Police et de Sécurité Publique de Lens, ainsi qu'au Comptable Public.

ARTICLE 18 : Le Directeur Général des Services de la Mairie, le Commissaire Central de Police et de Sécurité Publique de Lens et le Comptable Public, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville, le 28/11/2022

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué,

Jean-Pierre HANON

